

Les crédits

millions par année, si tant est qu'elles soient renouvelées par la suite.

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période réservée aux questions et observations est terminée. Je donne la parole au député de Selkirk pour poursuivre le débat.

M. David Bjornson (Selkirk): Monsieur le Président, je suis fier de pouvoir prendre la parole cet après-midi au sujet de cette motion. Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais dire que je comprends réellement l'importance du développement économique régional. Lorsque je me suis lancé en affaires à la fin des années 70 et au début des années 80, j'ai personnellement ressenti les effets des politiques économiques centralisées du gouvernement libéral précédent. Elles ont causé de graves problèmes aux habitants de l'Ouest.

Nous avons parlé des taux d'intérêt à payer sur les facteurs de production. En tant qu'homme d'affaires essayant de financer divers projets à des taux extrêmement élevés, je constatais parfois que je travaillais sans relâche et que, à la fin de l'année, le coût du financement engouffrait tout et balayait le moindre bénéfice que ma petite entreprise pouvait dégager.

Un des autres problèmes auxquels je faisais face à l'époque concernait les approvisionnements eux-mêmes. En raison de la politique centralisée du gouvernement, l'économie du sud de l'Ontario était assez florissante. Cependant, lorsqu'on vient d'une petite région comme le Manitoba, ce qui est mon cas, les fournisseurs et les fabricants, sans pour autant voir d'un mauvais oeil ce que nous faisons dans ma région ou dans les autres régions de l'Ouest, examinent les parts de marché. Ils ont décidé qu'il n'était pas important d'approvisionner les petites entreprises ou les petits grossistes des régions se trouvant en dehors du centre du Canada pour qu'ils puissent réaliser leurs projets. C'est une des principales raisons pour lesquelles le gouvernement précédent a été battu. À l'extérieur du Canada central, on était complètement déçu de ce qui se passait. Il est important de situer le contexte avant d'en venir aux faits, car, à mon avis, les résultats obtenus par le gouvernement depuis 1984 sont très éloquentes.

Ces derniers temps, nous avons entrepris une relance économique, non seulement dans l'Ouest, mais également dans tout le reste du Canada. Nous avons beaucoup stimulé les petites entreprises. Nous avons examiné ce secteur, et nous savons à quel point ces entreprises comptent pour chaque petite localité. Les petites entre-

prises sont l'un des plus importants créateurs d'emplois. Nous avons déployé des efforts pour réduire le déficit. Nous avons diminué l'importance et le rôle du gouvernement dans tous les domaines, et pas seulement dans les entreprises. Nous avons procédé à des réformes de la réglementation et à la privatisation. Nous avons privatisé un certain nombre d'organismes.

N'oublions pas que nous avons rempli toutes les promesses que nous avons faites non seulement en 1984, mais aussi durant la dernière campagne électorale.

Nous pouvons nous vanter d'avoir redressé la situation sur le plan du déficit. Quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1984, le gouvernement fédéral dépensait 16 milliards de dollars environ de plus pour ses programmes qu'il ne percevait de recettes. Cette année, nos dépenses au titre des programmes sont inférieures de 9 milliards de dollars à nos recettes. Nous avons donc réalisé un redressement de 25 milliards de dollars. C'est un résultat remarquable. Vingt-cinq milliards de dollars, c'est beaucoup d'argent.

Nous avons réduit l'effectif de la fonction publique. Nous avons adopté pour principe que le gouvernement ne devait pas être omniprésent. Nous avons été à l'écoute de la population canadienne et avons décidé qu'il était important de comprimer l'effectif de la fonction publique, que nous avons réduit de 12 000 personnes environ. L'effectif de la fonction publique est maintenant revenu à son niveau de 1973. Il est surprenant de voir qu'on peut faire tout ce travail avec un effectif réduit. Nous avons, comment dire, un appareil plus léger, mais efficace.

M. Mills: Vérifiez vos contrats.

M. Bjornson: Cela se pourrait bien, mais il reste que le travail se fait et que nous avons réduit les dépenses au titre des programmes. Même si nous faisons faire des choses à contrat, nous dépensons moins. Ne l'oublions pas.

M. Nault: Au double du prix.

M. Bjornson: Si c'était le cas, je ne serais pas ici en train de vous parler, mais je ne crois pas que cela puisse se produire.

Nous avons vendu seize sociétés d'État. Nous sommes passés aux actes. Nous avons vendu Air Canada, qui est maintenant une société privée. Qui en sont les plus gros actionnaires? Ses propres employés. Nous avons renversé la vapeur et le gouvernement se tire bien d'affaire.

Parlons maintenant de l'agriculture. Les agriculteurs de l'Ouest avaient besoin d'aide; nous sommes venus à leur secours. L'an dernier, nous avons versé en moyenne